

CABINET GRANGÉ & ASSOCIÉS

C.G.A. S.A.R.L.

SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE

DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

COMPAGNIE DE PARIS

CAPITAL 100.000 €

R.C.S. PARIS 399 489 871

20, BOULEVARD MALESHERBES

PARIS 8E

TÉLÉPHONE : 01 42 65 37 44

bgrange@cabinetgrange.com

DIETSWELL

Société Anonyme au capital de 5 303 475 €

1, rue Alfred Kastler

78280 Guyancourt

428 745 020 RCS Versailles

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'EMISSION D' ACTIONS ET
DE DIVERSES VALEURS MOBILIERES AVEC MAINTIEN ET/OU SUPPRESSION
DU DROIT PREFERENTIEL DE SOUSCRIPTION**

**Assemblée générale mixte du 23 mars 2018
(Résolutions n° 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9)**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Conseil d'Administration de différentes émissions d'actions et/ou de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Conseil d'Administration vous propose, sur la base de son rapport :

- de lui déléguer, **pour une durée de 26 mois**, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - **émission avec maintien du droit préférentiel de souscription** (3^{ème} résolution) d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
 - **émission avec suppression du droit préférentiel de souscription** (4^{ème} et 5^{ème} résolutions) relative aux opérations suivantes :
 - ✓ émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires et offre au public (4^{ème} résolution) ;
 - ✓ émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires à émettre dans le cadre d'une offre au profit d'investisseurs qualifiés ou d'un cercle

restreint d'investisseurs visée au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier (5^{ème} résolution).

- de lui déléguer, **pour une durée de 18 mois**, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
 - **émission avec suppression du droit préférentiel de souscription** (6^{ème} et 7^{ème} résolutions incluses) relative aux opérations suivantes :
 - ✓ émission d'actions et/ou de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit de catégories de bénéficiaires (6^{ème} résolution) ;
 - ✓ émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'une catégorie de personnes dans le cadre d'une ligne de financement en fonds propres (7^{ème} résolution).
- **de l'autoriser pour une durée de 26 mois** (8^{ème} résolution), avec faculté de subdélégation, à compter de la présente assemblée pour chacune des émissions décidées dans le cadre des délégations consenties aux 4^{ème} et 5^{ème} résolutions qui précèdent et dans la limite de 10 % du capital de la Société (tel qu'existant à la date de l'opération) par période de 12 mois, à déroger aux conditions de fixation du prix prévues par les résolutions susvisées.
- **de lui déléguer pour une durée de 26 mois** (9^{ème} résolution) la compétence en vue d'augmenter le montant de chacune des émissions avec ou sans droit préférentiel de souscription qui seraient décidées en vertu des 3^{ème} à 7^{ème} résolutions dans la limite de 15 % de l'émission initiale. Le montant nominal des augmentations de capital décidées au titre de la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond global de 3 000 000 euros commun à toutes les augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des 3^{ème} à 7^{ème} résolutions.

Le montant nominal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder 3 000 000 euros pour chacune des 3^{ème}, 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} résolution sachant que ce montant sera susceptible d'être augmenté pour chacune de ces résolutions dans la limite de 15% de l'émission initiale en vertu de la délégation de compétence prévue à la 9^{ème} résolution de la présente assemblée. Etant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de ces délégations s'imputera sur le montant du plafond global de 3 000 000 euros prévu à la 10^{ème} résolution.

Le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder 10 000 000 euros pour chacune des 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} résolution. Etant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global de 10 000 000 euros visé à la 10^{ème} résolution.

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'Administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'Administration au titre des 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la 3^{ème} résolution, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.


Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Conseil d'Administration en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Fait à Paris, le 7 mars 2018

C.G.A. SARL

Benoît GRANGÉ


Commissaire aux comptes
Compagnie de Paris